

## **Meylan (38) : le tribunal administratif valide le permis de la nouvelle église de la FSSPX**

**Author** : Rédaction Riposte Catholique

**Categories** : [Non classé](#)

**Date** : 15 avril 2021

Initié depuis plusieurs années, le dossier de la construction d'une nouvelle église de la FSSPX dans le parc de son école Saint-Pierre Julien Eymard à Meylan, près de Grenoble, bute face à des oppositions politiques et judiciaires. Le tribunal administratif de Grenoble vient de valider le permis de construire de l'église de 299 places, mais les opposants de l'association – de gauche – MeyDIA (Meylan Démocratie Information Action) devraient faire appel.

Sur [France Bleu](#), le maire de Meylan Philippe Cardin, élu en 2020 à la tête d'une coalition « *pastèque* », rouge dedans, vert dehors, tente de se faire le shérif de sa commune et dit tout le mal qu'il pense d'une nouvelle église de la FSSPX : « *Ces personnes prônent des valeurs contraires à notre République. Elles sont proches du mouvement d'extrême-droite Civitas. En avril 2018, elles avaient organisé une conférence dont le titre était : \_"Les droits de l'Homme. Pourquoi et comment les combattre?"* ». Il a aussi [appelé l'Etat à réagir](#) en se fondant sur le projet de loi séparatisme, que l'édile de Meylan aimerait voir rétroactif.

Néanmoins le prédécesseur de cet élu et son adjoint à l'urbanisme étaient un peu plus au fait des libertés publiques – dont la liberté de culte, fondamentale selon le Conseil d'Etat, puisqu'ils avaient signé le permis de construire courant 2017. Le recours – [qui n'était pas suspensif](#) – avait été déposé en juin 2018. Et ils étaient certainement plus au fait des notions élémentaires du droit - par exemple du [principe juridique général](#) de non-rétroactivité de la loi, fondement du droit civil et pénal français.

Comme l'indiquent les statuts de l'association MeyDIA, fondée en 1989, elle « *fonde ses actions sur les valeurs de solidarité, de citoyenneté et d'ouverture au monde, prenant en compte le pluralisme de gauche de ses adhérents* » et « *se veut un lieu de débat et de réflexion politique ouvert à tous les gens de gauche* ». Ce qui a le mérite d'être clair.